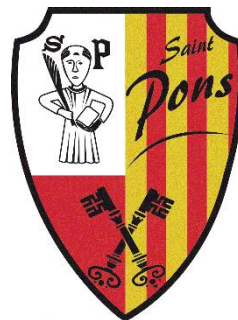


Commune de

SAINT-PONS

Déclaration de projet et mise en
compatibilité du PLU



Notice de
présentation

DOSSIER APPROUVE LE 14 JANVIER 2022

Dossier 18080406
14/01/2022

réalisé par



Auddicé Urbanisme
ZAC du Chevalement
5 rue des Molettes
59286 Roost-Warendin
03 27 97 36 39



Table des matières

TABLE DES MATIERES	1
1. AVANT-PROPOS	2
2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE LA DECLARATION DE PROJET	3
3. PRESENTATION DU PROJET ET DE SON INTERET GENERAL.....	7
3.1. LES PORTEURS DE PROJET	7
3.2. LE PROJET DE PARC PHOTOVOLTAÏQUE	9
3.3. L'INTERET GENERAL DU PROJET.....	11
3.4. LE PROJET AU REGARD DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX LOCAUX.....	13
4. LE PROJET ET L'INCOMPATIBILITE DU PLU	30
4.1. L'INCOMPATIBILITE DU PLU – LE PADD	30
4.2. L'INCOMPATIBILITE DU PLU – LE REGLEMENT.....	31
4.3. LES PIECES NECESSITANT D'ETRE CORRIGEEES POUR RENDRE LE PLU COMPATIBLE	33
4.4. LES SURFACES DES ZONES DU PLU	41
5. LE PROJET ET LA LOI MONTAGNE	43
5.1. PRESENTATION	43
5.2. AU SUJET DES ENERGIES RENOUVELABLES EN MONTAGNE.....	43
5.3. AU SUJET DE L'EXTENSION DE L'URBANISATION EN CONTINUITE DE L'URBANISATION EXISTANTE (ARTICLE L122-5 DU CU).....	44
6. LE PROJET ET LES ETAPES ADMINISTRATIVES.....	48



1. Avant-propos

Le PLU constitue le document de base de la planification urbaine. Il fixe les règles d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune (règles générales d'utilisation des sols et règles de construction). Il a pour rôle de déterminer l'affectation principale des sols par zone et de définir les règles qui devront s'appliquer de manière générale et dans chaque zone. C'est le document sur la base duquel sont instruites les demandes d'autorisation ou d'utilisation du sol (Permis de Construire, Déclarations Préalables, Permis de Démolir, etc.).

Le dossier du PLU actuel se compose de six documents :

- ⇒ le rapport de présentation établit un état des lieux, expose les objectifs et justifie les options d'aménagement retenues dans le PLU ;
- ⇒ le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune ;
- ⇒ les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) définissent les conditions d'aménagement des zones de développement de nouveaux quartiers ;
- ⇒ le règlement graphique portant information des limites de zonage, des réservations pour des équipements publics ou d'intérêt général, de la localisation des espaces boisés classés et des servitudes d'urbanisme ;
- ⇒ le règlement écrit qui fixe les règles applicables aux terrains dans les diverses zones du territoire ;
- ⇒ les annexes contiennent des documents écrits et graphiques tels que le porter à connaissance de l'Etat, la liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols, les plans des réseaux...

La commune de Saint-Pons **est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 02 mars 2012**. Il a fait l'objet de deux modifications simplifiées dont la dernière a été approuvée le 24 mai 2013.



La commune est concernée par un projet photovoltaïque situé sur une zone Nr du PLU communal. Ce zonage autorise les parcs photovoltaïques mais nécessite plusieurs amendements permettant :

- ⇒ D'adapter le règlement du PLU au cahier des charges de l'appel d'offre national portant sur la réalisation et l'exploitation d'installation photovoltaïque (cf. annexe)
- ⇒ De réduire le recul obligatoire de 75 mètres depuis l'axe de la RD900 qui s'impose le long des voies à grande circulation par application de la loi Barnier. Pour cela il est nécessaire de rédiger une étude d'entrée de ville

La déclaration de projet doit permettre de déclarer le projet photovoltaïque d'intérêt Général et de mettre en compatibilité le PLU de la commune en corrigeant les points levés ci-dessus et en rédigeant une étude d'entrée de ville. La compétence liée à l'élaboration et à la révision de documents d'urbanisme n'ayant pas été transférée à la Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon, la commune dispose donc bien de cette compétence C'est par conséquent au Maire de mener la procédure.



2. Contexte réglementaire de la déclaration de projet

La procédure de déclaration de projet est fixée **par les articles L153-54 à L153-59, et R153-15 à R153-17** du Code de l'urbanisme de la manière suivante :

Code de l'urbanisme - Partie législative - Livre Ier : Réglementation de l'urbanisme - Titre V : Plan local d'urbanisme - Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution du plan local d'urbanisme :

Section 7 : Mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme

Sous-section 2 : Mise en compatibilité avec une opération d'utilité publique ou d'intérêt général

Article L153-54

*Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, **d'une déclaration de projet**, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :*

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

Article L153-55

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.



Article L153-56

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.

Article L153-57

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

Article L153-58

La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ;

4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

Article L153-59

L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.



Code de l'urbanisme - Partie réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat - Livre Ier : Réglementation de l'urbanisme - Titre V : Plan local d'urbanisme

Chapitre III : Procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution du plan local d'urbanisme

Section 4 : Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme

Sous-section 2 : Mise en compatibilité avec une opération d'utilité publique ou d'intérêt général

Article R153-15

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité.

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet.

La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

Article R153-16

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par un établissement public dépendant de l'Etat, une collectivité territoriale, un groupement de collectivités ou un établissement public dépendant d'une collectivité, autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou la commune, et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsqu'un établissement public dépendant de l'Etat, une collectivité territoriale, un groupement de collectivités ou un établissement public dépendant d'une collectivité, autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou la commune, a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

La procédure de mise en compatibilité est menée par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou du groupement de collectivités responsable du projet ou, lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités, par le président de l'organe délibérant de cette collectivité ou de ce groupement, ou lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant de



l'Etat, par le président du conseil d'administration ou, lorsque le projet émane d'un établissement public dépendant de l'Etat, par le président du conseil d'administration.

L'enquête publique est organisée par le préfet.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis par l'autorité chargée de la procédure à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal, qui dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête pour approuver la mise en compatibilité du plan.

En l'absence de délibération dans ce délai ou en cas de désaccord, le préfet approuve la mise en compatibilité du plan et notifie sa décision au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au maire dans les deux mois suivant la réception en préfecture de l'ensemble du dossier.

Le préfet notifie à la personne publique qui réalise l'opération la délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune ou la décision qu'il a prise.

Article R153-17

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par l'Etat et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque l'Etat a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

Le préfet adopte par arrêté préfectoral la déclaration de projet au vu de l'ensemble des pièces du dossier. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.



3. Présentation du projet et de son intérêt général

3.1. Les porteurs de projet

En février 2018, la commune de Saint-Pons a lancé un appel à projet de partenariat pour l'accompagnement dans le développement, la construction et l'exploitation de parcs photovoltaïques au sol sur le territoire communal.

Pour y répondre, un groupement partenaire composé d'acteurs des énergies renouvelables dans l'intérêt des territoires a été constitué. Ce groupement a été retenu par la commune pour l'accompagner dans le développement, la construction et l'exploitation de la future centrale photovoltaïque.

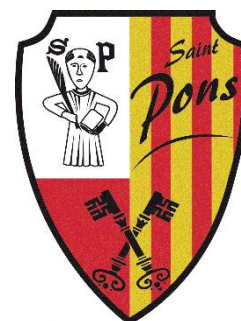
Officiellement portée par l'une des entités à l'instant du dépôt, les autorisations qui seront obtenues ont vocation à être transférées à **une société de projet dédiée et partagée entre la COMMUNE DE SAINT-PONS, ENERCOOP PACA, SERGIES et ENERGIE PARTAGEE.**

3.1.1. Commune de Saint-Pons

Engagée dans une démarche de transition énergétique depuis plusieurs années, la commune de St-Pons a été à l'initiative du projet de centrale photovoltaïque participative à l'échelle de son territoire.

La commune de St-Pons a ainsi :

- ✓ Identifié des terrains propices au photovoltaïque à l'échelle de son territoire
- ✓ Levé les éventuelles contraintes techniques et réglementaires de ces sites
- ✓ Choisi un groupe de partenaires pour l'accompagner tout au long de ce projet



Dans le cadre du projet, la commune de St-Pons est actionnaire de la société de projet. Elle met à disposition les terrains d'implantation de la future centrale, prend part à toutes les décisions relatives au projet (dimensionnement, communication, autorisations administratives ...) et constitue le premier relai local avec le territoire.

3.1.2. ENERCOOP PACA

Enercoop est le seul fournisseur d'électricité qui propose une offre 100% renouvelable et qui s'inscrit dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Le projet Enercoop est né au printemps 2004, à la veille de l'ouverture du marché sous l'impulsion d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, de l'environnement et des énergies renouvelables.

Sous statut de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), Enercoop est une structure à caractère non lucratif. L'objectif d'Enercoop est de proposer un nouveau modèle énergétique de décentralisation de la production et du pouvoir de décision. Son ambition est de créer des coopératives dans chaque région au sein desquelles chaque citoyen peut investir et devenir à la fois producteur et consommateur d'énergie verte, tout en ayant les outils pour mieux maîtriser sa consommation.





Enercoop a choisi un modèle de développement local à travers la création de coopératives régionales. Cinquième coopérative régionale Enercoop, la SCIC Enercoop PACA a été créée le 26 mars 2013. Tous les projets portés ou accompagnés par Enercoop PACA sont guidés par les principes de la charte Énergie Partagée.

Dans le cadre du projet, Enercoop Paca est actionnaire de la société de projet et assure les volets animation et concertation de la dynamique locale, le lien entre le groupement et le territoire.

3.1.3. SERGIES



Créée en 2001 et basée à Poitiers, SERGIES est une filiale à 100% de la Société d'Économie Mixte (SEM) SOREGIES, elle-même filiale du Syndicat ENERGIE VIENNE. En réponse aux attentes des 260 communes adhérentes de la Vienne, SERGIES est chargée de développer, aménager et exploiter les moyens de production d'électricité décentralisés à partir d'énergies renouvelables.

Producteur d'électricité de source renouvelable à partir de 109 MW en éolien, 55 MWc de centrales photovoltaïques, 2 unités de méthanisation et une unité de biogaz de décharge, SERGIES dispose de compétences importantes à mettre au service des projets de territoire

Dans le cadre du projet, SERGIES est actionnaire de la société de projet, dans une logique de long terme, en vue du maître d'ouvrage et partenaire à l'exploitation des installations.

3.1.4. Énergie partagée



Le mouvement Énergie Partagée fédère les collectivités et citoyens souhaitant promouvoir, soutenir le développement des énergies renouvelables par les acteurs de territoire. Née en 2010 de la rencontre d'experts de la finance solidaire et des énergies citoyennes, Énergie Partagée essaime, accompagne et finance des "projets citoyens" d'énergie 100% renouvelable. Il est composé de 2 structures.

L'association Énergie Partagée (EPA) :

L'association Énergie Partagée est la tête d'un réseau en France de plus d'une centaine d'acteurs (associations nationales, collectivités, porteurs de projets, professionnels de l'énergie...). Elle a pour objectif de sensibiliser au modèle de l'énergie citoyenne et de fédérer et accompagner les acteurs et porteurs de projets associatifs ou collectivités qui participent à diffuser et construire chaque jour ce modèle. À ce titre, elle contribue, dans une logique de transfert de compétences et de partage d'outils, à former les structures de la communauté de communes et les associations du territoire.

Le fonds Énergie Partagée Investissement (EPI) :

Par ailleurs, Énergie Partagée Investissement est une solution de collecte de l'épargne des citoyens pour investir directement au capital des projets de production d'énergie renouvelable. Il permettra aux citoyens du territoire d'investir leur épargne en soutenant le projet ou les projets développés. Les projets accompagnés et financés sont sélectionnés pour leur démarche citoyenne, leur robustesse technique et économique, et leur conformité aux 4 critères de la Charte d'Énergie Partagée : ancrage local, gouvernance ouverte, respect de l'environnement et finalité non spéculative.

Aujourd'hui EPI SCA a un capital de 18 Millions d'Euros collecté auprès de 5000 citoyens et a investi dans une cinquantaine de projet d'énergie renouvelable.

Dans le cadre du projet, Énergie Partagée est actionnaire de la société de projet et mobilise ses outils d'investissement pour financer la phase de développement, puis la construction. Son réseau national met à disposition des outils de formation et son expertise en matière de montage juridique et financier.



3.1.5. EGREGA



EGREGA accompagne les territoires dans la déclinaison concrète et opérationnelle de leurs ambitions dans la production d'électricité d'origine renouvelable et en particulier en photovoltaïque. EGREGA intervient principalement dans le quart Sud-Est de la France (régions Auvergne-Rhône-Alpes et PACA). Intervenant de l'analyse de potentiel à l'échelle d'un territoire à la concrétisation opérationnelle de centrales de production d'énergie renouvelable, EGREGA dispose d'un grand niveau d'expertise dans le domaine du photovoltaïque et des enjeux du

développement et de l'acceptabilité de tels projets sur le long terme.

Dans le cadre du projet, EGREGA est prestataire en charge de la coordination générale du développement et s'appuie sur de nombreux bureaux d'études spécialisés pour la conception du projet (naturaliste, paysagiste, urbaniste ...).

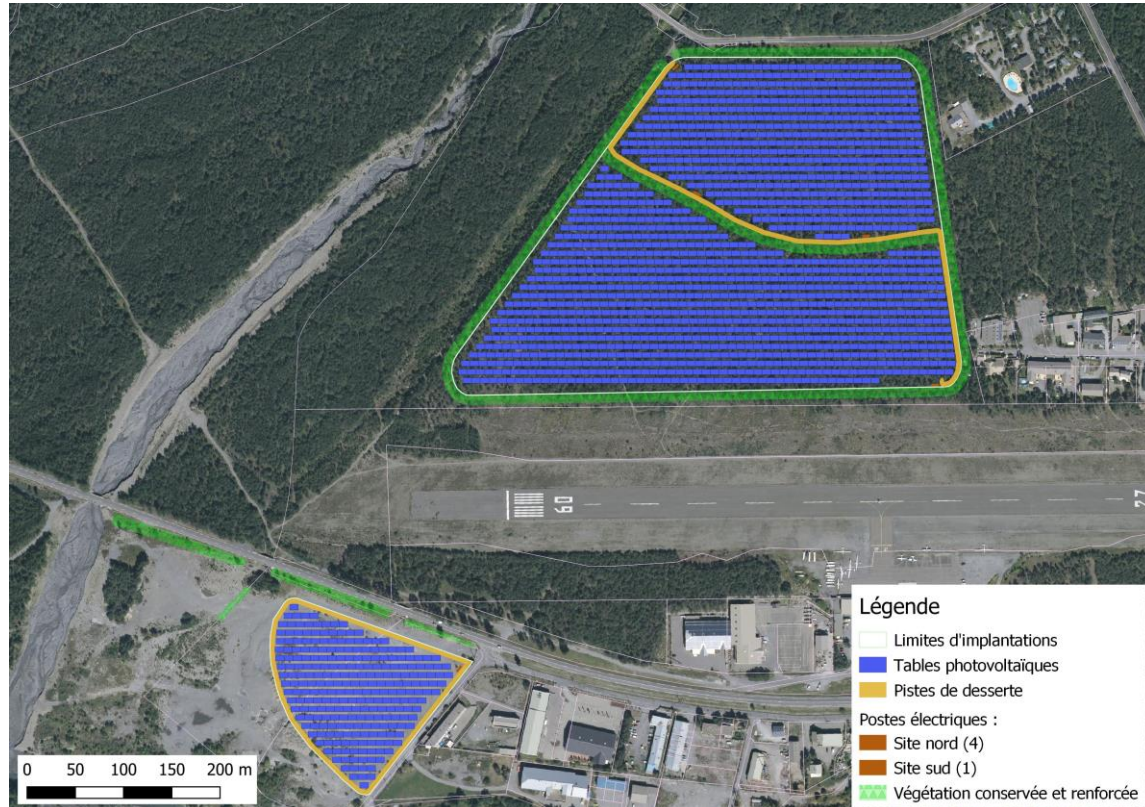
3.2. Le projet de parc photovoltaïque

Le futur parc est situé sur la commune de Saint-Pons au sein du département des Alpes de Haute Provence (04) au lieu-dit « Les Graves du Riou Bourdoux » à proximité immédiate de l'aérodrome de Barcelonnette-Saint-Pons. Ce projet s'inscrit dans la dynamique de développement des énergies renouvelables en France, en particulier celle de l'énergie photovoltaïque. **La puissance totale de la centrale sera d'environ 17,1 MWc.**

Les panneaux photovoltaïques ou modules permettent de convertir l'énergie lumineuse en énergie électrique. Lorsque les photons frappent ces cellules, ils transfèrent leur énergie aux électrons du matériau. Ceux-ci se mettent alors en mouvement dans une direction particulière, vers une grille collectrice intégrée, créant ainsi un courant électrique continu dont l'intensité est fonction de l'ensoleillement. Un module convertit ainsi une partie de l'énergie solaire qu'il reçoit en courant électrique continu à faible tension.

Les modules sont câblés en série les uns avec les autres pour former une chaîne afin d'élever la tension au niveau accepté par l'onduleur. Ces chaînes de panneaux (ou strings) peuvent être connectées en parallèle dans un coffret de raccordement (ou string box). De ce coffret, l'électricité sera acheminée en basse tension (BT) jusqu'aux onduleurs où le courant continu est converti en courant alternatif. Puis les transformateurs élèvent la tension au niveau de tension requis par le réseau électrique public.

L'énergie est collectée depuis les transformateurs vers le poste de livraison, installée en limite de propriété afin de garantir le libre accès au personnel du gestionnaire du réseau électrique public. Là, l'énergie est comptée puis injectée sur le réseau public de distribution.



3.2.1. Éléments constitutifs de la centrale solaire

Les principaux composants de la centrale solaire seront les suivants :

- les panneaux photovoltaïques ;
- les structures métalliques de support des panneaux solaires ;
- les onduleurs ;
- les transformateurs ;
- la structure de livraison ;
- les réseaux de câbles ;
- les pistes d'accès et les aires de grutage des bâtiments techniques.

3.2.2. Chiffres clefs

Modules polycristallins ancrés sur table fixe						
Structures porteuses		Modules photovoltaïques				Postes
Type	Nombre	Type	Puissance unitaire	Nombre total	Puissance totale	Nombre
Table fixe	2255 (Nord : 1961 / Sud : 294)	Polycristallin ou monocristallin	345 Wc	49610 (Nord : 43142 / Sud : 6468)	17,1 MWc (Nord : 14,9 / Sud : 2,2)	5 postes électriques (Nord : 4 / Sud : 1)

Caractéristiques	Chiffres clés
Puissance crête	17,1 MWc (Nord : 14,9 / Sud : 2,2)



Surface clôturée	17,6 ha (Nord : 14,7 / Sud : 2,9)
Durée minimum d'exploitation	30 ans
Linéaire de clôture	2355 m (Nord : 1640 / Sud : 715)
Productible spécifique	1400 KWh/KWc
Production annuelle d'électricité	23 940 MWh
Quantité annuelle d'émission de CO₂ évitée	4 190 tonnes

3.3. L'intérêt général du projet

Ce projet s'inscrit dans un contexte d'adaptation au changement climatique et de nécessaire développement de la capacité de production des énergies renouvelable en France.

Par ailleurs, le projet de « Saint-Pons » s'insère en parfaite cohérence territoriale avec les volontés du SRCAE, du S3RenR et du schéma départemental des énergies nouvelles dans les Alpes de Haute-Provence. Le projet de « Saint-Pons » permet de remplir à lui seul environ 69,5% des objectifs annuels du SDEN04 et 17,6% des objectifs du SRCAE PACA.

Le projet, en appui au volet énergétique du schéma départemental, réalise aussi le développement économique et industriel du territoire et vient ainsi conforter le bassin des installations existantes dans la vallée de la Durance, créant ainsi une réelle synergie dans la production mais également dans l'emploi au travers de la maintenance et l'exploitation des projets.

La conception du site a pris en considération les préconisations du Guide de recommandations pour les porteurs de projets photovoltaïques de la DDT04, à savoir :

- ✓ la protection des terres agricoles mécanisables : les parcelles retenues pour l'implantation ne sont pas mécanisables et ne font pas l'objet d'une activité agricole. En revanche, une convention de pâturage ovin est en discussion avec un éleveur local pour l'entretien du parc, conférant donc à ces terrains une double vocation (production d'électricité et agriculture) ;
- ✓ la protection des boisements à fort enjeu forestier : les parcelles boisées concernées par le projet feront l'objet d'une coupe et d'une valorisation ;
- ✓ la préservation des espaces et sites naturels remarquables : des mesures d'évitement ont permis de prendre en compte les enjeux écologiques du site ;
- ✓ la proscription des terrains à risques naturels forts : le terrain d'implantation présente globalement un risque d'inondation. Des études spécifiques sont en cours pour rendre le projet et le plan de prévention des risques naturels compatibles.
Le risque d'incendie de forêt est pris en compte à travers la mise en place des préconisations du SDIS pour le département des Alpes de Haute-Provence ;
- ✓ une insertion paysagère cohérente : les mesures paysagère ont permis de réduire l'impact visuel direct de la ZIP sud depuis la RD 900. Des mesures concernant la couleur des structures, l'aspect des pistes, et la configuration du parc, permettent une insertion satisfaisante dans le paysage.

La conception finale correspond ainsi au projet de moindre impact environnemental tout en permettant le développement des énergies renouvelables locales. C'est à l'aune de l'ensemble de ces arguments que l'on peut affirmer que le projet est d'intérêt général.



L'intérêt de ce projet va bien au-delà des limites communales de Saint-Pons. Il contribue en effet à la production d'énergies renouvelables et répond ainsi à des objectifs de production inscrits pour le département des Alpes de Haute Provence et pour la Région PACA tout en présentant un impact environnemental maîtrisé.



3.4. Le projet au regard des enjeux environnementaux locaux

Le projet a fait l'objet d'une étude d'impacts sur l'environnement comme l'impose la législation (Articles R122-1 et suivants du Code de l'environnement). La présentation du projet au regard des enjeux environnementaux locaux est donc extraite de l'étude d'impact et notamment du Résumé Non Technique qui offre une vision globale et synthétique des enjeux.

3.4.1. Environnement humain

Thèmes	État initial	Enjeux	Niveau de l'enjeu sur le site				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Habitat	Les habitants les plus proches du secteur d'étude sont les usagers du camping du Loup Blanc (env. 35 m), les usagers de l'aérodrome (env. 200 m) et les exploitants agricoles des Chapeliers (env. 140 m rive gauche de l'Ubaye).	Perception visuelle et qualité du cadre de vie pour les riverains les plus proches.		X			
Réseaux et servitudes	Des voies structurantes à forte circulation passent dans l'aire d'étude éloignée (RD900, RN9). Un réseau de routes départementales secondaires est situé à proximité du secteur d'étude. Au niveau local, le secteur d'étude est desservi par la RD9 qui longe la limite nord.	Sécurité routière.		X			
	Le Réseau de Transport d'Électricité (RTE) indique que trois lignes de 63 KV sont présentes dans l'aire d'étude rapprochée ; la ligne « LIAISON 63kV N0 1 BARCELONNETTE-SERRE-PONCON » longe le secteur d'étude au sud.	Accessibilité à la ligne pour la maintenance.			X		



Thèmes	État initial	Enjeux	Niveau de l'enjeu sur le site				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
	Un aérodrome est situé à proximité immédiate et est composé d'une piste bitumée (THR 09 et 27) sans tour de contrôle ni hélistation. Une étude de réverbération a été réalisée. La solution retenue consiste à utiliser pour la seule zone nord des verres anti- réfléchissement Albarino « P » permettant de limiter la luminance des rayons réfléchis à 3 000 Cd/m². La zone sud ne présente aucune contrainte.	Sécurité des usagers.					X
	Les réseaux et servitudes suivantes ont été étudiés et ne sont pas présents à proximité du site : chemin de fer, radar météorologique, réseau de distribution d'eau et de gaz, réseau d'assainissement collectif, ...	Sécurité et compatibilité du site avec les installations des différents gestionnaires de réseaux.		X			
Agriculture et produits du terroir	Le projet ne prélève pas de surface agricole et aucune potentialité pour l'agriculture n'est présente depuis le dépôt de plusieurs mètres d'alluvions.	Préservation et entretien des milieux.	X				
Équipements et activités économiques	Activités économiques sur les communes de l'aire rapprochée caractéristiques du monde rural périurbain : activités agricole et forestières, touristiques, de service et de maçonnerie. Activités économiques commerciales et industrielles dans la vallée.	Attractivité et retombées économiques locales et partagées.			X (positif)		
Risques technologiques	Des entreprises ICPE sont présentes dans l'aire d'étude éloignée et au-delà, sans proximité directe avec le secteur d'étude.	Sécurité du site et des installations en général.		X			



Thèmes	État initial	Enjeux	Niveau de l'enjeu sur le site				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
	Les communes des alentours sont concernées par le transport de matières dangereuses. La localisation du secteur d'étude engendre une faible sensibilité.	Certains risques industriels concernent l'aire d'étude éloignée. Cependant l'éloignement est suffisant pour ne pas toucher le secteur d'étude.		X			
Ambiance sonore	L'environnement des alentours est rural et calme. Le bruit ambiant autour du site envisagé est généré par les activités routières et le trafic aérien.	Préservation de la qualité sonore des lieux d'habitations.		X			
Tourisme et loisirs	Le tourisme est un secteur d'activité développé sur Saint-Pons. Elle comporte six chambres d'hôtes, un hôtel, un restaurant, un refuge de montagne, un centre de vacances, un camping, neufs meublés de tourisme et un hébergement insolite. Des sentiers de randonnée traverse le territoire communal dont le GR 6/56.	Effet de curiosité lié à la présence d'un nouvel équipement de production d'énergie.		X			



3.4.2. Environnement physique

Thèmes	État initial	Enjeux	Niveau de l'enjeu sur le site				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Climat	Le climat est montagnard, « au carrefour du Dauphiné, de la Provence et de l'Italie ». Les vents sont doux en raison de la présence du relief, bien que les hivers restent. En tout, on y compte près de 300 jours de soleil et seulement 700 mm de précipitations par an. L'ensoleillement local est de 1 650 kWh/m ² /an à 20 ° d'inclinaison. À Saint-Pons, la durée moyenne d'ensoleillement est de plus de 2 755 heures par an.	Conditions climatiques parfaitement favorables aux installations solaires photovoltaïques.				X (positif)	
Qualité de l'air	Zone rurale en marge des principales zones d'émission de polluants atmosphériques. Les activités routières sont susceptibles de générer des rejets atmosphériques. Les données issues des stations de mesures alentours indique une bonne qualité d'air.	Préservation de la qualité de l'air.		X			
Relief	Le secteur d'étude se trouve sur le cône de déjection d'alluvions du torrent du Riou Bourdoux, en limite avec l'Ubaye. Les terrains sont globalement peu pentus (8% en moyenne).	Obstacles entraînant des ombres (relief et végétation).		X			
Géologie	Formation géologique du quaternaire : les cônes de déjection récents. Compte tenu de la pinède âgée d'environ 80 ans au niveau du secteur nord et des terrassements successifs réalisés au niveau du secteur sud, les terrains sont globalement bien stabilisés.	Sécurité du site et des installations par la bonne tenue des structures porteuses.		X			
Qualité des sols	Au nord, les sols sont composés d'alluvions récentes plus ou moins grossières. Au niveau du secteur sud, la végétation spontanée qui y pousse est très maigre et essentiellement composée d'espèces typiques des bancs de graviers des rivières, ce qui témoigne de cette quasi-absence de sol. L'extraction de matériaux puis la décharge sauvage qui ont eu lieu par le passé sont aujourd'hui encore visibles.	Modification des caractéristiques du sol.		X			



Thèmes	État initial	Enjeux	Niveau de l'enjeu sur le site				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Hydrogéologie	L'aquifère « Domaine plissé du bassin versant de la haute et moyenne Durance » est recensé dans l'aire d'étude rapprochée. Dans le secteur des Graves (soit à un 1 km au sud-est du projet), des investigations réalisées indiquent une perméabilité de l'ordre de 3.10- 3 m/s. La rivière Ubaye constitue le principal exutoire de cet aquifère. Aucun captage d'eau ou périmètre de protection n'est référencé à proximité directe du secteur nord. Le secteur sud se situe en limite avec le périmètre rapproché du captage de la commune de Barcelonnette.	Préservation de la qualité des aquifères.				X	
Hydrologie	Le secteur se trouve dans le bassin versant de la Durance dont l'Ubaye est affluent important.	Préservation de la qualité des eaux.		X			
Risques naturels	Le secteur d'étude se trouve dans une zone de sismicité.	Sécurité du site et des installations générés par les désordres de surface.		X			
	Le risque de foudroiement est une contrainte que le projet doit prendre en compte.	Dommages importants à l'installation électrique.			X		
	Le risque d'inondation par crue torrentielle est qualifié de moyen (T2) au niveau du secteur d'étude nord et de faible (T1) à fort (T3) au niveau du secteur d'étude sud.	Sécurité du site et des installations générés par la crue et risque de sur accident.			X (nord)	X (sud)	
	Le risque de mouvement de terrain est faible.	Sécurité du site et des installations générés par les coulées.		X			
	Un risque d'érosion modéré est possible.	Maintien du sol en place.			X		
	Remontées de nappe par risque de débordement modéré au niveau du secteur sud et faible au nord.	Risque pour l'installation.			X		
	La végétation du secteur d'étude nord est sensible au risque d'incendie de forêt. Le secteur d'étude sud est non sensible au risque d'incendie de forêt du fait de l'absence de végétation.	Risque pour l'installation.	X (sud)		X (nord)		



Thèmes	État initial	Enjeux	Niveau de l'enjeu sur le site				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
	Aucun risque géotechnique, d'inondation par remontée de nappe phréatique ou de retrait/gonflement des argiles n'est à prévoir au niveau du secteur d'étude.	Intégrité des installations et sur-incidents.	X				



3.4.3. Environnement biologique

Thèmes	État initial	Enjeux	Niveau de l'enjeu sur le site				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Patrimoine naturel	Aucune Zone Naturelle d'intérêt Reconnu n'est incluse dans le secteur d'étude. Seule une ZNIR est recensée dans l'aire d'étude rapprochée ; il s'agit de l'aire d'adhésion du Parc National du Mercantour qui concerne la commune d'Uvernet-Fours. Cinq Zones Naturelles d'Intérêt Reconnu sont répertoriées dans l'aire d'étude intermédiaire. Dix zones Naturelles d'Intérêt Reconnu ont été répertoriées dans l'aire d'étude éloignée.	Préserver la fonctionnalité des ZNIR. Préserver la faune, de la flore et des habitats naturels des Zones Naturelles d'Intérêt Reconnu.		X			
Trame verte et bleue du SRCE	Le secteur d'étude est inclus dans le Schéma de Cohérence Écologique (SRCE) de PACA, que ce soit au niveau nord (cœurs de nature forestier) ou au sud (espace de mobilité). L'Ubaye et le Riou Bourdoux jouent en effet un rôle de mobilité aquatique et terrestre, reliant ainsi les vastes milieux naturels des deux côtés de la vallée. La proximité de nombreux aménagements humains tend à perturber la fonctionnalité du réseau écologique local (RD900, seuil, zones d'activité, aéroport, etc.).	Préserver la fonctionnalité de la trame verte et bleue. Éviter l'isolement de populations animales et végétales.			X		
Habitats	Dix habitats ont été recensés au sein du secteur d'étude. Aucun ne présente un intérêt particulier.	Conserver les habitats patrimoniaux.		X			
Flore	104 espèces végétales ont été inventoriées. Deux espèces envahissantes ont été relevées au sein du secteur d'étude. Plusieurs individus d'une espèce protégée au niveau national ont été observés au sein de l'aire d'étude intermédiaire (Tulipe sauvage (<i>Tulipa sylvestris subsp. sylvestris</i>)), mais pas dans le secteur d'étude.	Préserver la flore protégée ou patrimoniale. Conserver de la diversité floristique.		X			



Thèmes	État initial	Enjeux	Niveau de l'enjeu sur le site				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Avifaune	<p>Parmi les 59 espèces observées : 49 sont protégées en France au titre de l'arrêté du 29 octobre 2009. La plupart des espèces contactées sont susceptibles de nicher sur le secteur d'étude.</p> <p>Onze espèces présentent un intérêt patrimonial d'enjeu modéré en période de nidification (statut de conservation régional, voire national, défavorable ou incertain).</p> <p>Plusieurs cortèges ont été observés : le cortège des oiseaux forestiers notamment au niveau de la ZIP nord, le cortège des oiseaux des milieux semi-ouverts au niveau de l'aérodrome et de la ZIP sud et le cortège des milieux humides et aquatiques au niveau du réseau hydrographique communal.</p> <p>Aucun grand rassemblement ni aucun flux migratoire pré-nuptial (tardif) important n'a été observé.</p>	<p>Préserver l'avifaune protégée ou patrimoniale.</p> <p>Éviter le dérangement de l'avifaune protégée ou patrimoniale nicheuse.</p> <p>Conserver la diversité avifaunistique.</p>			X		
Mammifères hors chiroptères	<p>Deux espèces de mammifère protégées ont été recensées dans le secteur d'étude ; il s'agit du Loup gris et de l'Écureuil roux. Sept autres espèces communes fréquentent le secteur d'étude. Mise à part le Loup gris, les huit autres présentent un très faible à faible enjeu de patrimonialité. Cinq espèces de faible enjeu sont pressenties.</p> <p>La Genette commune, espèce protégée de faible enjeu, est potentielle même les habitats sont moyennement favorables.</p>	<p>Préserver les Mammifères protégés ou patrimoniaux.</p> <p>Préserver les sites d'alimentation, de reproduction, d'hivernation et les axes de déplacements.</p>		X			
Chiroptères	<p>Huit espèces de chauves-souris protégées ont été recensées sur le secteur d'étude (8 sur le secteur nord et 2 sur le secteur sud). Toutes sont susceptibles de fréquenter le secteur d'étude en transit et en chasse. Le secteur nord boisé va être un terrain de chasse de prédilection pour certaines espèces alors que le secteur sud rudéral va plutôt être utilisé pour de la chasse proche du cours d'eau et pour le transit.</p>	<p>Préserver les Chiroptères protégés ou patrimoniaux.</p> <p>Préserver les sites d'alimentation et les axes de déplacements.</p>			X		



Thèmes	État initial	Enjeux	Niveau de l'enjeu sur le site				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Herpétofaune	Les prospections de terrain ont permis de déceler la présence d'une espèce : le Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>).	Préserver les Reptiles protégés ou patrimoniaux. Préserver les sites de reproduction, d'hivernation et les axes de déplacements.		X			
Batrachofaune	Les prospections de terrain ont permis de déceler la présence d'une seule espèce : la Grenouille rousse (<i>Rana temporaria</i>). Un enjeu modéré est présenté à cet endroit, même si cette flaqué est d'origine anthropique. D'après la bibliographie et les habitats présents, la Salamandre tachetée (<i>Salamandra salamandra</i>) pourrait éventuellement utiliser le secteur nord lors d'au moins une partie de son cycle de vie. Mais les potentialités sont limitées en fonction des habitats en place et de l'absence de source favorables à sa reproduction. Le Crapaud commun ou épineux, non cité dans la bibliographie, est potentiel sur la zone compte tenu de sa très large valence écologique et de sa faculté à vivre en altitude (jusqu'à 2000 m). L'intérêt du site pour ce groupe faunistique est faible, mise à part au niveau de la flaqué où il est modéré.	Préserver les Amphibiens protégés ou patrimoniaux. Préserver les sites de reproduction, d'hivernation et les axes de déplacements.			X		
Entomofaune	42 espèces de papillons de jour, 10 espèces d'odonates et 5 espèces d'orthoptères ont été observés. Le cortège est globalement commun et moyennement diversifié. Aucune espèce ne présente un enjeu patrimonial.	Préserver les Insectes protégés ou patrimoniaux. Éviter la destruction des plantes hôtes des espèces protégées ou patrimoniales.		X			



3.4.4. Forêt et sylviculture

Thèmes	État initial	Enjeux	Sensibilité et niveau d'enjeux				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Gestion sylvicole	<p>Le boisement est constitué d'un peuplement homogène largement dominé par du Pin Sylvestre.</p> <p>On observe un gradient Nord-Ouest Sud-Est pour lequel le peuplement présente des hauteurs et diamètres moyens plus imposants. Cette observation est logique car le peuplement est une colonisation naturelle en bord du torrent du Riou Bourdoux.</p> <p>En ce sens, le peuplement est implanté sur des dépôts alluvionnaires semi grossiers peu profonds.</p>	<p>Maintenir une production forestière locale.</p> <p>Fournir du bois de chauffage pour les habitants.</p>		X			
Rôles et services du bois de Saint-Pons	<p>Le secteur nord du projet a une surface de 14,685 ha.</p> <p>La forêt est utilisée principalement à des fins de production de bois de chauffage, et pour des activités de loisir comme la chasse, la cueillette de champignons, les sports de nature.</p> <p>Un sentier de randonnée passe en périphérie.</p>	<p>Maintenir un espace multifonctionnel.</p> <p>Conserver l'attrait du secteur.</p>		X			
Rôle écologique	<p>La forêt abrite des espèces typiques de la zone montagnarde des milieux semi-ouverts et forestiers.</p> <p>Certaines espèces sont protégées et patrimoniales.</p> <p>Une mosaïque de milieux est plus favorable à la biodiversité.</p>	<p>Conserver la biodiversité.</p> <p>Maintenir un réseau écologique diversifié et fonctionnel.</p>		X			



3.4.5. Paysage, patrimoine et tourisme

Thèmes	État initial	Enjeux	Sensibilité et niveau d'enjeux				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Approche transversale : le patrimoine réglementé	<p>Le territoire compte 1 site réglementé et 6 monuments historiques.</p> <p>✓ Le site réglementé Le site appartient à la commune de Méolans-Revel et correspond à l'ensemble de la vallée du Laverq. Il se situe en bordure du périmètre éloigné (voir carte en page précédente.) D'après le site Mérimée, l'ensemble est remarqué par un prieuré dépendant de l'abbaye romane de Boscodon établi dès 1130 et disparu au XVI^e siècle. Le site est issu d'un ancien projet de Parc naturel allant des Trois Évêchés au sommet de Dormillouse.</p> <p>Aucune vue n'est possible depuis ce site vers le projet.</p> <p>✓ Les monuments historiques Les 6 monuments historiques se localisent dans le même secteur au nord-est du projet. Il s'agit de l'église de Saint-Pons et de celle de Faucon-de-Barcelonnette ainsi que des éléments construits inscrits dans Barcelonnette (horloge, monument aux morts, villas).</p> <p>Aucune vue directement depuis les MH n'est possible. Depuis les points hauts quelques panoramas peuvent inclure les projets.</p>	<p>Le patrimoine réglementé reste globalement isolé des vues vers le projet.</p> <p>Aucune vue n'est possible depuis les monuments historiques identifiés.</p> <p>Les covisibilités depuis les hauteurs peuvent s'établir, mais restent peu représentées :</p> <p>Depuis les routes tertiaires, certains panoramas intègrent le projet en simultané des églises de Saint-Pons et de Faucon-de-Barcelonnette. Depuis ces vues, Barcelonnette et les monuments historiques inscrits dans le tissu bâti sont également potentiellement perceptibles. Les vues sont ponctuelles et s'établissent sur des moyennes et longues distances. Ces covisibilités présentent des enjeux modérés.</p> <p>Globalement les enjeux du patrimoine réglementé sont faibles à modérés.</p>		X			



Thèmes	État initial	Enjeux	Sensibilité et niveau d'enjeux				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Le paysage à l' échelle éloignée	<p>Le territoire comprend 6 entités paysagères. Dans le cadre du projet, la morphologie du paysage et le résultat du calcul des visibilitées montrent des vues limitées sur l'ensemble et très concentrées sur le Bassin de Barcelonnette. Ainsi les entités ont été regroupées afin de se concentrer sur les enjeux paysagers réels du territoire.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Entité 1 : le bassin de barcelonnette ✓ Regroupement des entités : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Entité 2 (Grand Bénard et forêt domaniale du Riou Bourdoux), ➤ Entité 3 (basse vallée de L'UBAYE), ➤ Entité 4 (vallée du Laverq) ➤ Entité 5 (vallée du Bachelard) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Entité 1 : le bassin de barcelonnette <p>Les MH sont inscrits dans le tissu urbain des villes et villages.</p> <p>Au pied des monuments historiques, aucune vue n'est possible.</p> <p>En revanche, depuis les hauteurs sur de longues distances des covisibilités lointaines sont possibles.</p> <p>Les enjeux restent faibles. Les vues sont atténuées par les distances et des composantes anthropiques sont d'ores et déjà présentes dans le champ de vision.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Regroupement des autres entités <p>Aucune visibilité ni covisibilité ne sont possibles, les enjeux paysagers sont nuls.</p>		X			



Thèmes	État initial	Enjeux	Sensibilité et niveau d'enjeux				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Le paysage à l'échelle intermédiaire	<p>Cette échelle peut se structurer de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'est (vallée de l'Ubaye), Barcelonnette reconnu touristiquement détient un patrimoine réglementé. Depuis la ville, les vues lointaines sont arrêtées. ✓ Le nord (forêt Domaniale du Riou Bourdoux) Occupé par des boisements et desservi par des routes secondaires, le refuge de la Pare (1832 m) est l'un des seuls espaces bâtis. Il est accessible depuis Barcelonnette et le GR 6 allant jusqu'au Col de La Pare (2655 m). Les boisements bloquent la plupart des vues. ✓ Le sud, Uvernet-Fours et Molanes structurent le paysage. Le relief existant arrête les vues. ✓ L'ouest, Le fond de vallée de l'Ubaye et ses versants sont entièrement isolés. ✓ Le nord-est et le sud-est Des vues peuvent s'établir en covisibilité avec Barcelonnette. Il s'agit de routes tertiaires offrant des panoramas lointains. 	<p>✓ Enjeux liés au site Nord Le site proche de l'aérodrome est facilement repérable. L'aérodrome dessine une surface dénudée et claire contrastant avec les étendues boisées aux tonalités forcées.</p> <p>Depuis le nord-est et le sud-est, des panoramas ponctuels peuvent inclure le secteur d'étude dans un paysage déjà très humanisé.</p> <p>Les enjeux sont faibles à modérés.</p> <p>✓ Enjeux liés au site Sud Ce site est moins facilement repérable depuis les distances intermédiaires même si la proximité à la RD 900 donne une ligne de repère dans le paysage.</p> <p>Le nord-est et le sud-est entraînent des panoramas lointains vers la ZIP. Le relief de premier plan limite ces vues.</p> <p>Les enjeux sont faibles à modérés.</p>			X		



Thèmes	État initial	Enjeux	Sensibilité et niveau d'enjeux				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Le paysage à l' échelle rapprochée	<p>Le bassin de Barcelonnette détient deux ambiances distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La vallée est marquée par la commune de Saint-Pons et ses zones d'activités (traitées à l'échelle immédiate) ✓ Des versants densément boisés ponctués de hameaux et marqués par la station de Ski de Pra-loup (commune d'Uvernet-Fours) <p>Les visibilités sont peu ou pas représentées.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le centre (Saint-Pons) <p>La ville occupe l'est de la vallée de l'Ubaye et s'étend sur les versants. Les vues sont limitées.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le sud (station de ski de Pra-loup) <p>Pra-Loup est isolé des vues vers le secteur d'étude. En revanche, depuis les étages des hauts bâtiments sur la limite nord du relief, des vues peuvent s'établir.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'ouest <p>La vallée de l'Ubaye et ses versants boisés ne permettent pas de vues possibles.</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le nord <p>Les hameaux la Lauze et la Frache sont isolés par un fort couvert arboré. Quelques ouvertures sont possibles au sud de la Frache.</p>	<p>Les vues sont peu ou pas effectives, bloquées par le relief et la végétation.</p> <p>Les enjeux sont faibles.</p>		X			



Thèmes	État initial	Enjeux	Sensibilité et niveau d'enjeux				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Le paysage à l' échelle immédiate	<p>✓ Site Nord</p> <p>Le paysage est isolé par le dense couvert arboré en limite immédiate du site. Les lieux habités les plus proches (à l'est) sont sans vue possible. De même, l'aérodrome de Saint-Pons, lieu très prisé, est isolé par la frange boisée en limite sud.</p>	<p>✓ Site Nord</p> <p>L'implantation doit tenir compte des perceptions depuis la RD 109 (moins d'1 km du projet).</p> <p>Les enjeux sont faibles à modérés.</p>					
	<p>Des vues ponctuelles s'établissent depuis les hauteurs du versant sud : RD 109 au regard des hameaux des Chapeliers Ferme et de la Fournière Basse.</p> <p>✓ Site Sud</p> <p>Ouvertures ponctuelles le long de la RD 109 en traversant les hameaux des chapeliers Ferme et de la Fournière Basse ont été identifiées.</p> <p>Proximité de la RD 900 route principale du fond de vallée et porte d'entrée de la commune de Saint-Pons.</p>	<p>✓ Site Sud</p> <p>L'implantation doit s'établir en accord avec la RD 109 et la RD 900 du fond de vallée. Le traitement des abords de la route est une priorité et correspond à une opportunité pour la commune (actuellement l'image de l'entrée de ville est peu valorisante).</p> <p>Les enjeux sont modérés.</p>			X		



Thèmes	État initial	Enjeux	Sensibilité et niveau d'enjeux				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Le paysage à l' échelle foncière	<p>✓ Site Sud</p> <p>La parcelle au léger relief en pente vers l'Ubaye présente des galets de rivières et quelques espaces enherbés. Elle est aussi ponctuée de boisements épars de conifères.</p>	<p>✓ Site Sud</p> <p>Limites immédiates de la RD 900</p> <p>Le traitement et l'accompagnement paysager de cette limite nord-est une priorité</p> <p>Les enjeux sont modérés.</p>					
	<p>✓ Site Nord</p> <p>La parcelle présente un dénivelé en direction du sud (vallée de l'Ubaye). Elle offre un aspect uniforme investi par de denses boisements de résineux. Une piste VTT traverse la parcelle : piste VTT transubayenne et itinéraire reconnu par les amateurs, soit 100 km de vélo entre l'Italie et le lac de Serre-Ponçon.</p>	<p>✓ Site Nord</p> <p>Conserver les boisements sur les abords de l'aérodrome de Saint-Pons tout proche et ceux aux abords des espaces habités de l'est.</p> <p>Agencer les panneaux en tenant compte de la piste VTT notifiée ou fournir une nouvelle piste aux cyclistes.</p> <p>Les enjeux sont modérés.</p>			X		



Thèmes	État initial	Enjeux	Sensibilité et niveau d'enjeux				
			Non significatif	Faible	Modéré	Fort	Majeur
Approche finale : transformation du paysage	<p>Le paysage correspond dans sa majeure partie au bassin de Barcelonnette, gouverné par la vallée de l'Ubaye, souligné par la RD 900, principale route de desserte.</p> <p>Le territoire est cadré au loin par un relief accidenté et peu accessible :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ Au nord le relief correspond au Grand Bérard et au haut massif du Parpaillon (2888 mètres),✓ Le sud, ce sont les hauts reliefs et de cols des vallées du Bachelard et du Laverq. <p>Le projet se compose de 2 espaces distincts. Ils se situent au sein de la vallée, proches de la RD 900, dans le contexte anthropisé de l'entrée de la commune de Saint-Pons.</p>	<p>Les secteurs d'études se localisent dans le contexte anthropisé de la commune de Saint-Pons, depuis la vallée ils sont majoritairement préservés des vues.</p> <p>Malgré tout, depuis certains points hauts des versants des vues peuvent s'établir en particulier vers le site nord inscrit dans un dense contexte arboré existant.</p>			X		



4. Le projet et l'incompatibilité du PLU

4.1. L'incompatibilité du PLU – le PADD

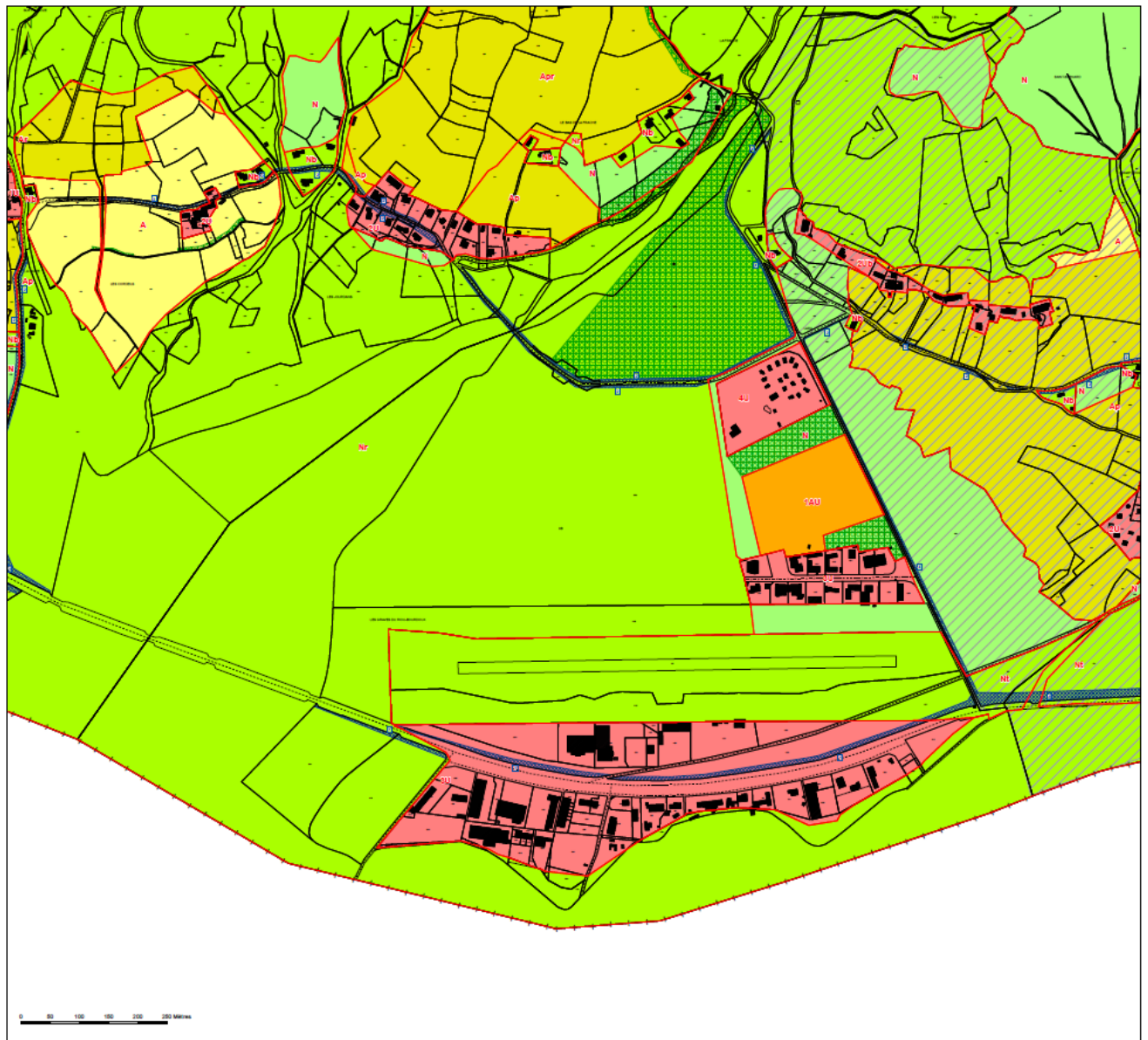
Le PADD s'articule autour de 7 axes forts déclinés en objectifs :

- Affirmer la ruralité et le caractère montagnard de la commune de Saint-Pons
 - o Affirmer l'identité rural de Saint-Pons en renforçant les hameaux
 - o Interdire les villages rues
 - o Créer des frontières naturelles entre les hameaux en valorisant ceux-ci par des espaces paysagers
 - o La préservation des hameaux à forte identité Ubayenne
- Saint-Pons, une commune rurale solidaire
 - o Faciliter l'accession à la propriété pour les jeunes et les moins favorisés
 - o Préserver et renforcer l'existence de secteurs respectant l'histoire communale avec ces demeures cossues
 - o Assurer des secteurs de grande mixités sociales
- Préserver la qualité de vie à Saint-Pons grâce à l'emploi
 - o Créer de l'emploi sur Saint-Pons pour réduire les trajets domicile-travail et ainsi favoriser l'environnement
- Renforcer l'attractivité touristique de Saint-Pons
 - o Faciliter la création d'hôtels
 - o Positionner les gîtes ruraux préférentiellement dans les hameaux
 - o Donner la possibilité aux touristes de construire leurs résidences secondaires
- Renforcer la sécurité
- Préserver l'agriculture
 - o Maintenir suffisamment d'espaces agricoles
 - o Interdire, dans une partie des secteurs agricoles, les bâtis de façon à assurer la préservation de ces espaces
- Préserver l'environnement
 - o Protéger et valoriser l'environnement

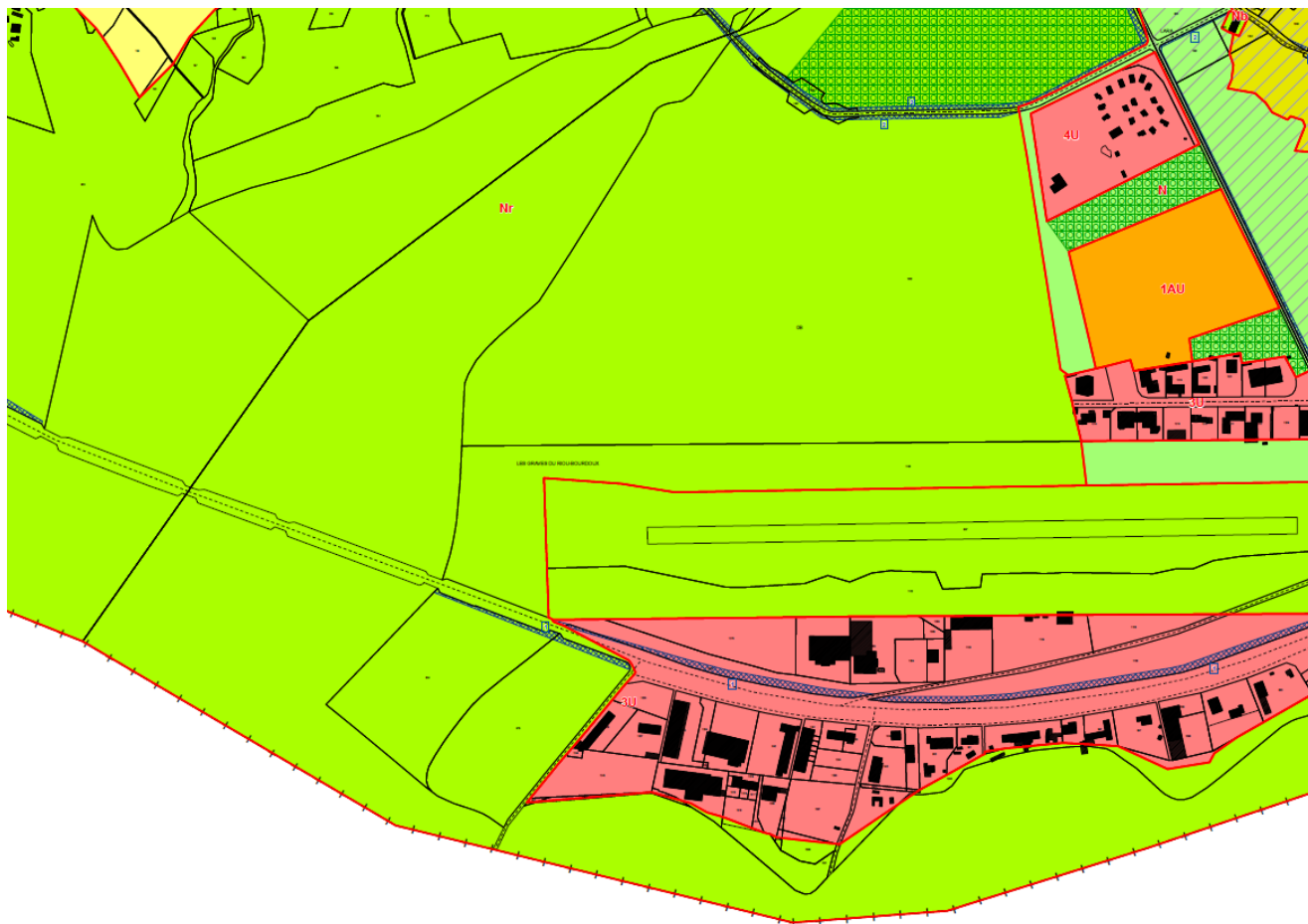
Si le PADD n'affiche pas clairement l'objectif de devenir un territoire producteur d'énergie renouvelable, le projet de parc photovoltaïque ne vient pas en contradiction avec les objectifs du PADD.



4.2. L'incompatibilité du PLU – le règlement



Extrait du règlement graphique du PLU de Saint-Pons



Le PLU inscrit les parcelles concernées par le projet en zone Nr.

Le règlement est compatible avec l'installation d'un parc photovoltaïque au sol si l'on considère qu'il présente un intérêt collectif. Toutefois :

- l'article 1 précise que des constructions et installations sont interdites par le PPRN
- L'article 3 précise que les nouveaux accès sur la RD900 sont interdits et qu'une voirie d'au moins 3 m de largeur doit desservir le terrain pour qu'il soit constructible
- l'article 6 indique que les constructions doivent être implantées à au moins 75 m de l'axe de la RD 900 et à au moins 8 m des routes communales

Le PLU présente donc plusieurs règles incompatibles avec le projet qu'il est nécessaire de corriger.



4.3. Les pièces nécessitant d'être corrigées pour rendre le PLU compatible

Afin d'assurer la parfaite intégration environnementale du projet sur le territoire, les règles d'urbanisme doivent évoluer. Pour cela, les documents suivant du PLU sont amendés :

- Le règlement graphique : création d'un sous-secteur Npv dont le périmètre sera celui du projet
- Le règlement écrit : rédaction de règles spécifiques pour le nouveau sous-secteur Npv
- Les orientations d'aménagement et de programmation : création d'une nouvelle orientation pour le secteur 1AUpv créé afin d'intégrer l'ensemble des prescriptions paysagères garantissant la bonne intégration du projet conformément à l'étude loi Barnier.

4.3.1. Le PADD

Comme présenté dans l'analyse de l'incompatibilité du PLU le PADD n'affiche pas clairement l'objectif de devenir un territoire producteur d'énergie renouvelable, le projet de parc photovoltaïque ne vient pas en contradiction avec les objectifs du PADD. Il est donc proposé de compléter le PADD du PLU en affichant clairement le projet photovoltaïque comme un des objectifs du PLU.

Il est ainsi proposé d'ajouter un objectif de devenir un territoire producteur d'énergies renouvelables dans l'axe s'intitulant « Préserver l'environnement ».



Les espaces naturels et la biodiversité constituent pour Saint Pons un puissant atout aussi bien pour :

- ☐ Le tourisme ;
- ☐ La qualité de vie de la population locale

Protéger et valoriser l'environnement

Afin de maintenir la qualité de vie des habitants et de préserver le potentiel touristique communal l'environnement doit être protégé et valorisé.

A cet effet, la commune devra maintenir en espace naturel une large part de son territoire pour assurer une véritable pérennité à la biodiversité. Cette mesure ne concerne pas les secteurs de reboisement complantés de résineux, présentant un faible intérêt d'un point de vue de la flore.

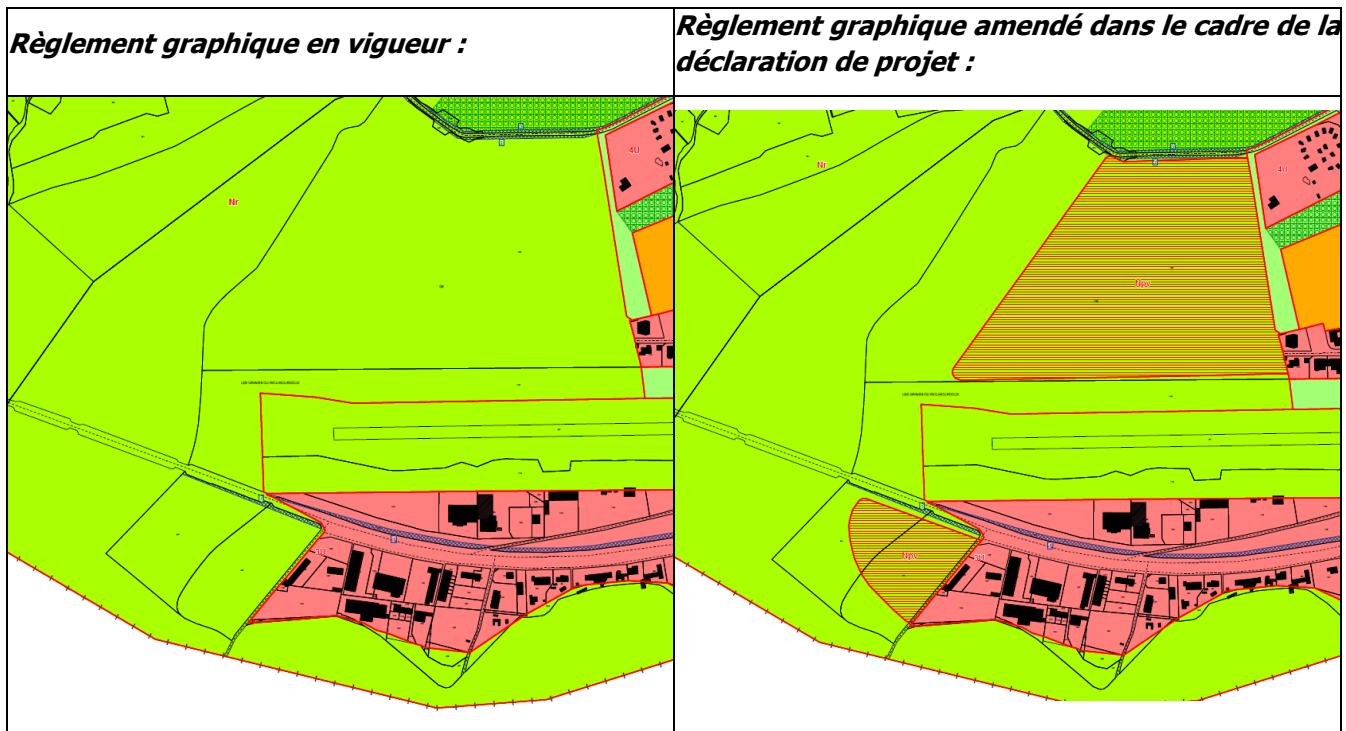
Devenir un territoire producteur d'énergie renouvelable photovoltaïque

Extrait du PADD modifié avec la mention ajoutée « devenir un territoire producteur d'énergie renouvelable photovoltaïque ».



4.3.2. Le règlement graphique

Cette procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU nécessite de créer un nouveau secteur N : le secteur Npv autorisant l'aménagement d'un parc photovoltaïque. Des OAP encadrant l'aménagement de ce secteur sont également créées.





4.3.3. Le règlement écrit

Les changements apparaissent en rouge sur les pages suivantes du règlement. Les éléments rouges barrés sont les éléments supprimés, les autres éléments rouges sont les éléments ajoutés.

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1– CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

Le présent règlement s'applique à la totalité du territoire de la commune de St PONS (Alpes de Haute Provence)

ARTICLE 2 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par ce Plan Local d'Urbanisme (PLU.) est divisé en zones urbaines, zones à urbaniser, zones agricoles et zones naturelles et forestières.

A) Les zones urbaines

Elles comprennent :

La zone 1U

La zone 2U

un sous secteur 2Ua,
un sous secteur 2Ur, un
sous secteur 2Ub.

La zone 3U

La zone 4U,

La zone 5U

B) La zone à urbaniser

Elle comprend :

La zone 1AU

C) La zone agricole

La zone A

Elle comprend :

un sous secteur Ap, un
sous secteur Ar.

D) Les zones naturelles et forestières

La zone N

Elle comprend :

un sous secteur Nb,
un sous secteur Nr,
un sous secteur Nt,
un sous secteur Npv.

ARTICLE 3- RISQUES NATURELS

La commune de ST PONS est soumise au risque sismique (zone de sismicité II). Toutes les constructions nouvelles doivent donc répondre aux règles parasismiques.
Pour l'ensemble des risques existants sur la commune : un Plan de Prévention des Risques Naturels non encore approuvé. Il prend en compte les risques de mouvements de terrains, inondation torrentielle, chute de blocs et ravinement, dans les zones urbanisées et leurs proches environs.



Zone N

Dispositions applicables à la zone N

Il existe ~~trois~~ quatre sous-secteurs Nb, Nr, Nt et Npv.

Article N 1 – Les occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites dans l'ensemble de la zone N et Nr :

- Les constructions destinées à l'habitation sauf celles visées à l'article N2 ;
- Les constructions destinées à l'hébergement hôtelier ;
- Les constructions destinées aux bureaux ;
- Les constructions destinées aux commerces ;
- Les constructions destinées à l'artisanat ;
- Les constructions destinées à l'industrie ;
- Les constructions destinées à la fonction d'entrepôt
- Les carrières ;
- Les dépôts de matériaux ou de déchets autres que ceux de curage des torrents ;
- Le stationnement des caravanes et des campings-cars en dehors des terrains aménagés ;
- Dans les secteurs Nr sont de plus interdits les constructions et installations interdites par le PPRN soumis à l'enquête simultanément avec le PLU.

En Nb : Les constructions nouvelles.

En Nr : Les constructions d'une SHON de plus de 20 m² •

Article N 2 – Les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Sont autorisés sous conditions :

- Les infrastructures liées à l'eau sous réserve d'être nécessaires aux traitements des crues, inondations,...
- Les ouvrages techniques divers nécessaires aux fonctionnements des services d'intérêt public sous réserve de ne pas compromettre la vocation de la zone.

Zone Nb

- L'extension des constructions existantes, à la date d'approbation du PLU, sous réserve de ne pas excéder 50 m² SHON et ce une seule fois à compter de la date d'approbation du PLU ;
- Les piscines sous réserve d'être situées à moins de 20m des maisons d'habitation.

Zone Nt

- L'extension des constructions existantes, à la date d'approbation du PLU, sous réserve de ne pas excéder 50 m² SHON et ce une seule fois à compter de la date d'approbation du PLU ;
- Les piscines sous réserve d'être situées à moins de 20m des constructions à vocation touristiques, sportives ;
- Les équipements légers d'une SHON inférieure à 20m² sous réserve d'être liés aux activités touristiques, sportives ou nature, d'être démontable et de se situer à moins de 20 mètres d'une construction préexistante.

Secteur Npv

- Les ouvrages techniques divers et installation de production d'énergie renouvelable solaire ou photovoltaïque.



Article N 3 - Les conditions de desserte des terrains par des voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes à la circulation publique

Pour être constructible, un terrain doit être desservi par une voie d'accès présentant une chaussée de 3 m ;

Les nouveaux accès sur la RD 900 sont interdits sauf dans le secteur Npv à condition de respecter l'OAP qui recouvre le secteur.

Article N 4 - Les conditions de desserte des terrains par les réseaux

a- EAU POTABLE

Toute construction ou installation nouvelle à usage d'habitation ou d'activité devra être raccordée au réseau public d'eau potable, ou à défaut à une installation conforme à la réglementation en vigueur.

b- EAUX USEES

Toute construction ou installation nouvelle à usage d'habitation ou d'activité devra être obligatoirement évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif.

S'il n'existe pas de réseau collectif ou semi collectif proche de la construction, ou si le raccordement s'avère actuellement techniquement impossible, des dispositions en conformité avec la réglementation sanitaire en vigueur pourront être autorisées, avec un dispositif d'épuration agréé, et en rapport avec l'aptitude du sol à l'assainissement.

c-EAUX PLUVIALES

Les eaux de ruissellement seront collectées et dirigées soit vers le réseau public d'eaux pluviales s'il existe, soit vers un exutoire naturel, mais en aucun cas sur les voies ou emprises publiques, dans le réseau d'eaux usées ou dans les canaux d'arrosages.

Article N 5 – la superficie minimale des terrains constructibles

Si la construction projetée nécessite la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif la surface du terrain d'assise du projet devra être suffisante pour répondre aux contraintes techniques de cette réalisation.

Article N 6 – L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à 75 m de l'axe de la RD 900. Dans le secteur Npv, ce recul est ramené à 25 m à condition de respecter les prescriptions inscrites dans l'OAP qui recouvre le secteur. Cette obligation ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux réseaux d'intérêt public ;
- elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Les constructions doivent être implantées à au moins de 8 m de l'axe des routes communales.

Les derniers reculs ne s'appliquent pas :

- pour l'extension constructions préexistantes dont la destination n'est pas modifiée et dont le recul préexistant n'est pas diminué.
- aux installations techniques des services publics.

Article N 7 – L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions doivent être implantées à au moins 4 m des limites séparatives (distance ramenée à 50 cm pour les installations d'intérêt public).



Article N 8 – L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les constructions doivent être soit accolées, soient distantes d'au moins 5m.

Article N 9 – L'emprise au sol des constructions

Non règlementée.

Article N 10 – La hauteur maximale des constructions

La hauteur des constructions calculée en tout point des façades du terrain naturel, existant avant l'opération, à l'égout du toit ne pourra excéder 7m.

Article N 11 -L'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords

Façades : Elles seront obligatoirement colorées dans la gamme des ocres ou couleur bois.
Toitures : Les toitures non végétalisées devront présenter une pente comprise entre 30° et 45°.
Les dispositifs de production d'énergies renouvelables sont autorisés en toiture, en façade ou au sol.

Article N 12- Les obligations en matière de stationnement

Non règlementées.

Article N 13 – les obligations en matière d'espaces libres, aires de jeux et de loisirs, et de plantations

Non règlementées.

Article N 14 – Le coefficient d'occupation des sols

Non réglementé.



4.3.4. Les orientations d'aménagement et de programmation

Une orientation d'aménagement et de programmation est créée afin d'intégrer et de rendre prescriptible les mesures mises en place dans l'étude Loi Barnier. Ces mesures garantissent une bonne intégration paysagère du projet notamment vis-à-vis de la RD900 classée à grande circulation.



4.4. Les surfaces des zones du PLU

Plan Local d'Urbanisme - avant déclaration de projet			
Zones	Secteur	Hectare(s)	Pourcentage
1U		12,38	0,4%
	1Ur	0,24	0,0%
2U		19,83	0,6%
	2Ua	2,25	0,1%
	2Ub	1,24	0,0%
	2Ur	5,49	0,2%
3U		26,04	0,8%
4U		2,11	0,1%
5U		1,74	0,1%
TOTAL	U	71,32	2,2%
1AU		3,15	0,1%
TOTAL	AU	3,15	0,0%
A		145,59	4,5%
	Ap	61,97	1,9%
	Apr	23,24	0,7%
	Ar	12,14	0,4%
TOTAL	A	242,94	7,6%
N		2557,45	79,8%
	Nb	3,88	0,1%
	Nr	295,93	9,2%
	Nt	30,01	0,9%
TOTAL	N	2887,27	90,1%
TOTAL		3204,7	100,00%



Plan Local d'Urbanisme - après déclaration de projet			
Zones	Secteur	Hectare(s)	Pourcentage
1U		12,38	0,4%
	1Ur	0,24	0,0%
2U		19,83	0,6%
	2Ua	2,25	0,1%
	2Ub	1,24	0,0%
	2Ur	5,49	0,2%
3U		26,04	0,8%
4U		2,11	0,1%
5U		1,74	0,1%
TOTAL	U	71,32	2,2%
1AU		3,15	0,1%
TOTAL	AU	3,15	0,7%
A		145,59	4,5%
	Ap	61,97	1,9%
	Apr	23,24	0,7%
	Ar	12,14	0,4%
TOTAL	A	242,94	7,6%
N		2557,45	79,8%
	Nb	3,88	0,1%
	Nr	278,50	8,7%
	Nt	30,01	0,9%
	Npv	17,43	0,5%
TOTAL	N	2887,28	90,1%
TOTAL		3204,7	100,00%



Éléments à retenir au sujet des surfaces :

Cette mise en compatibilité du PLU a pour conséquence de créer un secteur Npv (auparavant Nr) sur une surface d'environ 17,43 hectares afin de permettre la création d'une centrale photovoltaïque. Ce projet permet de produire une énergie renouvelable. Il est d'intérêt général.



5. Le projet et la loi Montagne

5.1. Présentation

Les territoires de montagne couvrent un tiers de la France et 15 % de la population y vit. Destination phare en Europe pour la pratique des sports d'hiver, la montagne française a su également préserver ses paysages et ses activités agricoles et pastorales. Lieu de vie, de savoir-faire et de traditions, poumon économique pour le tourisme hivernal et dorénavant estival, la montagne présente de nombreux visages, souvent contrastés.

Comme le littoral, il s'agit d'un territoire à enjeux et qui mérite un statut particulier pour trouver un bon équilibre entre développement et protection.

C'est pour répondre à cet objectif que la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne dite « loi montagne » complétée récemment par la loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, a inscrit dans la loi des principes d'équilibre, proches de ceux de la loi dite « littoral » de 1986.

C'est une série d'arrêtés interministériels intervenus entre 1974 et 1985 qui ont désigné les communes concernées par les dispositions d'urbanisme de la loi montagne. Ces communes sont à ce jour au nombre de 5659. La Commune de Saint-Pons en fait partie.

Le gouvernement a publié le 12 octobre 2018 la première instruction globale sur le droit de l'urbanisme applicable en montagne. Cette instruction a avant tout pour but d'être un instrument au service des élus et des communes de montagne, afin de leur permettre d'assurer la sécurité juridique de leurs documents d'urbanisme et de leurs autorisations de construire.

La loi montagne comporte en effet de nombreuses particularités en urbanisme. C'est pourquoi, comme pour la loi littoral, l'instruction comporte plusieurs fiches techniques sur les concepts spécifiques de l'urbanisme montagnard (unités touristiques nouvelles, statut des petits lacs de montagne, urbanisation en continuité...).

Ces fiches constituent ainsi une synthèse de l'ensemble des dispositions d'urbanisme applicables en montagne. La conformité du projet avec la loi Montagne a été étudiée sur la base de ces fiches qui sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/loi-montagne-4094>.

5.2. Au sujet des énergies renouvelables en montagne

Contrairement aux parcs éoliens qui peuvent être réalisés en discontinuité, le juge administratif considère que les parcs solaires photovoltaïques doivent être établis en continuité de l'urbanisation existante, dans la mesure où ils ne présentent pas des nuisances comparables aux éoliennes. Si le juge a reconnu qu'un parc solaire était un équipement public eu égard à son importance et à l'intérêt général du but poursuivi et alors même qu'il était géré par une société privée, il a cependant ajouté qu'il était compatible avec le voisinage des zones habitées et qu'il ne pouvait bénéficier de la dérogation posée à l'article L. 122-5 en raison des faibles nuisances qu'il était susceptible d'engendrer (TA Toulon, 1er décembre 2011, n° 0901233; TA Toulon, 24 février 2011, n° 1002299).



La Cour Administrative d'Appel de Marseille a également jugé que les parcs solaires photovoltaïques ne pouvaient bénéficier de la dérogation de l'article L. 122-5. En effet, elle a estimé que si le bénéficiaire se prévalait du risque que représentait la présence d'un raccordement à un câble électrique de 2000 volts ainsi que d'une gêne visuelle pour le voisinage en raison de l'ampleur du projet, le risque n'était pas établi et que la gêne invoquée était limitée en raison de la nature des installations en cause. La cour a donc refusé à ce projet de parc solaire la qualification d'installation ou d'équipement public incompatible avec le voisinage des zones habitées (CAA Marseille, 20 mars 2014, n° 12MA02078).

Plus récemment, le Conseil d'État a confirmé ces décisions en considérant que si un projet de parc solaire occupait un espace très important, le risque électrique allégué n'était pas établi et la gêne visuelle pour le voisinage était limitée et que, dans ces conditions, le projet n'était pas incompatible avec le voisinage des zones habitées (CE, 7 octobre 2015, société ECRFC, n° 380468).

A moins de pouvoir démontrer une réelle incompatibilité avec le voisinage des zones habitées, les centrales solaires devront donc respecter l'article L. 122-5 et s'implanter en continuité de l'urbanisation existante.

L'étude d'impact n'a démontré aucune incompatibilité avec le voisinage des zones habitées. Le projet doit donc respecter l'article L122-5 du code de l'urbanisme : « *L'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées.* »

5.3. Au sujet de l'extension de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante (article L122-5 du CU)

5.3.1. La notion de continuité

Le code de l'urbanisme impose un principe d'extension de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante, mais jusqu'à la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (loi montagne II) il ne précisait pas les critères nécessaires à la mise en œuvre de ce principe.

Cette loi a inséré un nouvel article L122-5-1 dans le code de l'urbanisme pour préciser les conditions d'appréciation du principe de continuité.

Les critères dorénavant posés par l'article L. 122-5-1, correspondent à ceux qui avaient été précisés par la jurisprudence auxquels on pourra continuer de se référer pour estimer si un nouveau projet ou une nouvelle zone sont situés en continuité de l'urbanisation existante, à savoir :

- les distances entre les bâtiments (une proximité de quelques mètres n'étant pas nécessaire) ;
- la densité, la forme et la logique de l'urbanisation locale ;
- les caractéristiques architecturales, paysagères et topographiques ;
- la présence ou non de voies et de réseaux.

La notion de continuité est à interpréter différemment selon qu'il s'agit d'un projet de construction ponctuel dans une commune sans document d'urbanisme ou de l'ouverture à l'urbanisation d'une zone dans une commune dotée d'un PLU ou d'une carte communale.

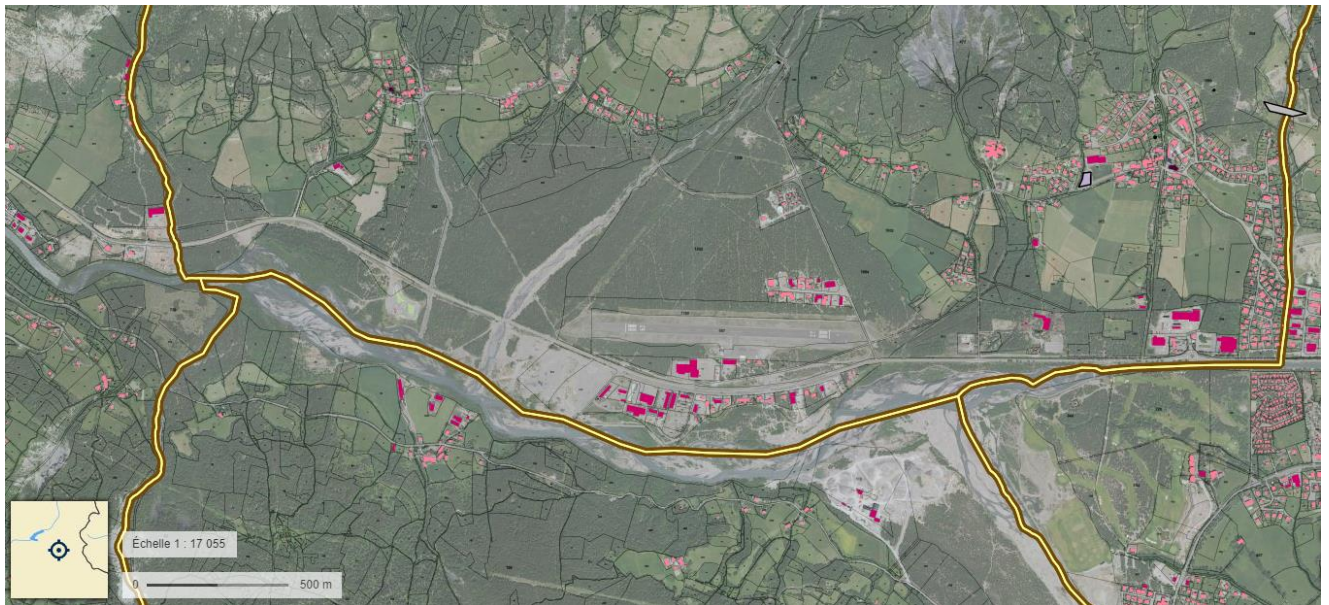


Dans le cas de l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, les nouvelles zones constructibles devront être attenantes à des zones déjà urbanisées.

5.3.2. Le projet et la notion de continuité

L'étude d'impact du projet a permis de démontrer que le enjeux environnementaux et notamment paysagers sont maîtrisés. Le projet consiste à créer un projet photovoltaïque sur des terrains communaux situés en fond de vallée et en contigu à des zones déjà urbanisées.

Comme le montre l'extrait du Géoportail ci-dessous, l'urbanisation de la commune est très diffuse, les constructions « s'égrènent » le long des infrastructures routières. Elle est un peu plus organisée et dense en limite avec le territoire communal de Barcelonnette.

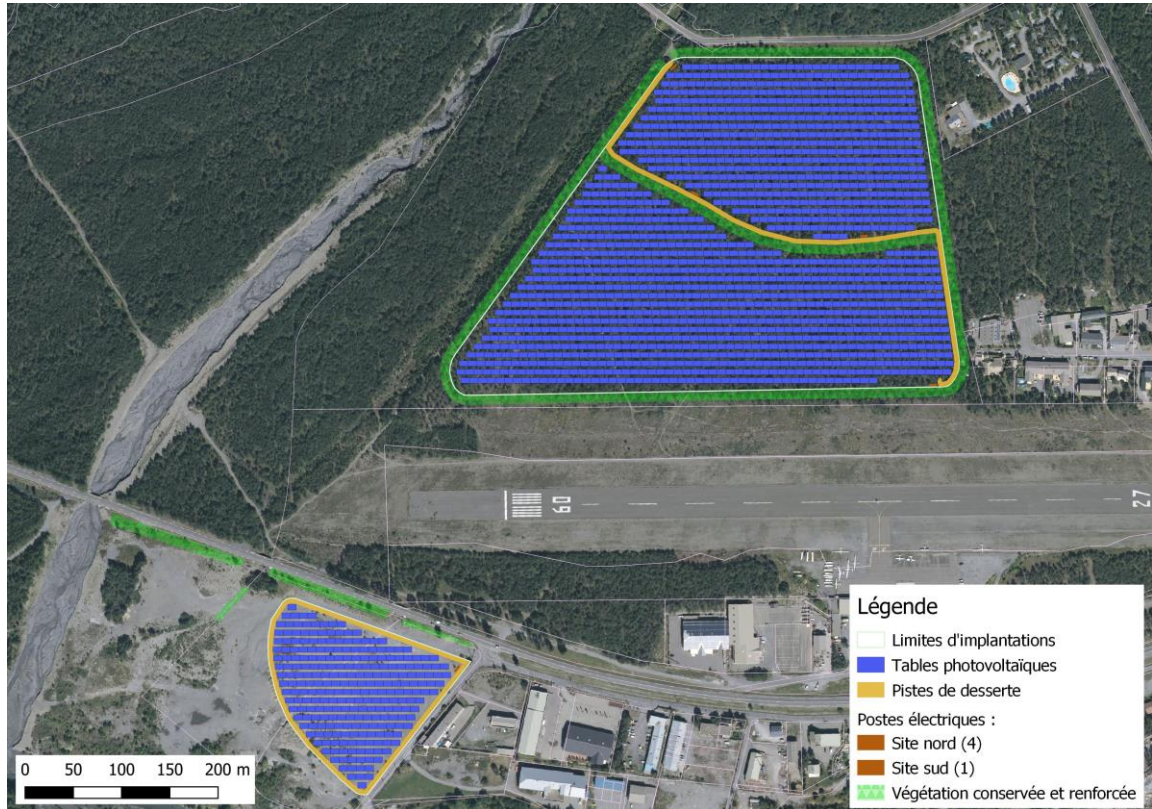


Le projet photovoltaïque est situé sur deux sites qui se situent dans la continuité de zones déjà urbanisées de la commune. Aussi, par sa nature même ce projet ne peut être considéré comme un projet urbain au sens de la production de constructions à destination de logements, de commerces, de services, d'équipements ou de locaux d'entreprises.



Le site sud est situé à moins de 10 mètres des bâtiments existants sur la zone d'activité économique située au sud de la RD 900, dans son prolongement ouest.

Le site nord est situé à moins de 10 mètres également des bâtiments existants sur les deux zones urbanisées à l'est du site. Il est également situé à moins de 60 mètres des pistes de l'aérodrome qui sont situées parallèlement au projet au sud.



Le projet est certes d'envergure importante en terme de foncier (un peu plus de 17 hectares) mais il n'est en rien un projet « urbain » et n'engendrera aucunement un déséquilibre dans l'organisation urbaine de la commune qui continuera à disposer d'un tissu urbain très diffus composé de multiples hameaux qui s'égrainent en fond de vallée.

Les caractéristiques du projet comparativement aux caractéristiques du tissu urbain communal permettent de conclure qu'il répond donc aux exigences de l'article L122-5-1.



6. Le projet et les étapes administratives

Avant d'être porté en enquête publique le dossier :

- N'a pas été soumis à évaluation environnementale par la MRAE en date du 25 juillet 2019
- Obtenu l'avis favorable de la CDPENAF en date du 23 juillet 2020
- Obtenu l'avis favorable de la CDNPS en date du 05 juillet 2021 (après réalisation de compléments suite à un premier passage le 20 octobre 2020).
- Présenté en réunion d'examen conjoint aux Personnes Publiques Associée le 15 septembre 2021